

Convention de renouvellement du groupement d'intérêt scientifique (GIS)
« Institut du Genre »

Entre

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS),

Etablissement public à caractère scientifique et technologique,
dont le siège est situé 3 rue Michel Ange, 75794 PARIS Cedex 16,
représenté par Monsieur Alain FUCHS, son Président,

Et

L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM),

Etablissement public à caractère scientifique et technologique,
dont le siège social est situé 101 rue de Tolbiac, 75654 PARIS Cedex 13,
représenté par Monsieur Yves LEVY, son Président-directeur général,

Et

L'Institut National d'Etudes Démographiques (INED),

Etablissement public à caractère scientifique et technologique,
dont le siège social est situé 133 Boulevard Davout, 75980 PARIS Cedex 20,
représenté par Madame Magda TOMASINI, sa Directrice,

Et

L'Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE),

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé Les Patis Saint-Jacques, 4-14 rue Ferrus, 75014 PARIS,
représentée par Monsieur Hubert BOST, son Président,

Et

L'Ecole Normale Supérieure de Lyon (ENS Lyon),

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé 15 parvis René Descartes, BP 7000, 69342 LYON Cedex 07,
représentée par Monsieur Jean-François PINTON, son Président,

Et

Le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM),

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé 292 rue Saint-Martin, 75141 PARIS Cedex 03
représenté par Monsieur Jean-Paul HERTEMAN, son Président,

Et

L'Université Louis Lumière Lyon 2,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé 18 quai Claude Bernard, 69365 LYON Cedex 07
représentée par Madame Nathalie DOMPIER, sa Présidente,

Et

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé 1 rue de l'Université, BP 0638, 69239 LYON Cedex 2,
représentée par Monsieur Jacques COMBY, son Président,

Et

L'Université Clermont Auvergne,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé 49 boulevard François Mitterrand - CS 60032, 63000 CLERMONT-
FERRAND Cedex,
représentée par Monsieur Mathias BERNARD, son Président,

Et

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé 12 place du Panthéon, 75231 PARIS Cedex 05,
représentée par Monsieur Georges HADDAD, son Président,

Et

L'Université Sorbonne Nouvelle Paris 3,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est 17, rue de la Sorbonne 75230 PARIS Cedex 05,
représentée par Monsieur Carle BONAFOUS-MURAT, son Président,

Et

L'Université Paris Diderot Paris 7,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé Bâtiment Grands Moulins, 16 rue Marguerite Duras 75205 PARIS
Cedex 13,
représentée par Madame Christine CLERICI, sa Présidente,

Et

L'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé 2 rue de la Liberté, 93526 SAINT-DENIS Cedex,
représentée par Madame Annick ALLAGRE, sa Présidente,

Et

L'Université Paris 13,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé 99 avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE,
représentée par Monsieur Jean-Pierre ASTRUC, son Président,

Et

L'Université d'Angers,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège social est situé 40 rue de Rennes 49035 ANGERS Cedex,
représentée par Monsieur Christian ROBLEDO, son Président,

Et

L'Université Rennes 2.

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé Place du recteur Henri Le Moal 35043 RENNES Cedex, représentée par Monsieur Olivier DAVID, son Président.

Et

L'Université du Maine.

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé avenue Olivier Messiaen, 72085 LE MANS Cedex 9, représentée par Monsieur Rachid EL GUERJOUA, son Président.

Et

L'Université Toulouse Jean Jaurès.

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 5 allée Antonio Machado 31058 TOULOUSE Cedex 9 représentée par Monsieur Daniel LACROIX, son Président

Et

L'Université de Rouen Normandie.

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 1 rue Thomas Becket, 76821 MONT SAINT AIGNAN Cedex représentée par Monsieur Joël ALEXANDRE, son Président.

Et

L'Université de Strasbourg.

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 4 rue Blaise Pascal, 67081 STRASBOURG Cedex, représentée par Monsieur Michel DENEKEN, son Président par intérim.

Et

L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales (EHESS).

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 54 boulevard Raspail, 75006 PARIS, représentée par Monsieur Pierre-Cyrille HAUTCOEUR, son Président.

Et

L'Université Paris Descartes.

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 12 rue de l'Ecole de Médecine, 75270 PARIS Cedex 06, représentée par Monsieur Frédéric DARDEL, son Président.

Et

L'Université de Caen Normandie.

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Esplanade de la Paix, 14032 CAEN Cedex, représentée par Monsieur Pierre DENISE, son Président.

Et

L'Université Bretagne Sud.

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 27 rue Armand Guillemot, BP 92116, 56321 LORIENT Cedex, représentée par Monsieur Jean PEETERS, son Président.

Et

L'Université Jean Monnet Saint-Etienne

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 10 rue Tréfilerie, CS 82301, 42023 SAINT ETIENNE Cedex 2, représentée par Madame Michèle COTTIER, sa Présidente.

Et

L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

Etablissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 44 boulevard de Dunkerque, CS 90009, 13572 MARSEILLE Cedex 02, représentée par Monsieur Jean-Paul MOATTI, son Président-directeur général.

Et

L'Université Paris-Sorbonne.

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1 rue Victor Cousin, 75230 PARIS Cedex 05, représentée par Monsieur Barthélemy JOBERT, son Président.

Et

Aix-Marseille Université (AMU).

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Jardin du Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13284 MARSEILLE Cedex 07, représentée par Monsieur Yvon BERLAND, son Président.

Et

L'Université de Picardie Jules Verne (UPJV).

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1 chemin du Thil, CS 52501, 80025 Cedex AMIENS Cedex, représentée par Monsieur Mohammed BENLAH-SEN, son Président.

Ci-après désignés individuellement « Partie » et, collectivement, « Parties ».

Préambule

Les études sur les femmes, le genre et les sexualités connaissent aujourd'hui en France un essor remarquable, mais insuffisamment visible. Aux disciplines pionnières que furent au CNRS l'anthropologie, l'histoire et la sociologie, on doit associer la littérature, la philosophie, la psychologie, les sciences du langage, l'éthique, ainsi que, très nettement depuis quelques années, la science politique, les arts du spectacle, la géographie, l'économie, les sciences de l'information et de la communication, les sciences de l'éducation et le droit. L'ensemble de ces recherches constitue une part importante, à la fois riche et inventive, du paysage actuel de la recherche dans les sciences humaines et sociales. Cependant, la multiplicité et la diversité de ces recherches sont souvent portées par des structures encore fragiles, provisoires et insuffisamment reconnues. Celles-ci n'ont pas la cohérence nécessaire pour permettre le développement dans la durée et

assurer le rayonnement international des études genre en France, malgré un intérêt et une demande importants de la part des acteurs et des publics.

La force, la lisibilité et le rayonnement de ces recherches se trouveront décisivement accrues par la mise en place d'une structure de coordination. Celle-ci doit rassembler les forces de la recherche dans ce domaine, faciliter la circulation des projets et favoriser une articulation cohérente et productive des travaux menés sur ces questions. Les recherches sur le genre en France sont encore peu unifiées et insuffisamment organisées du fait de la dispersion des chercheurs.e.s. Elles souffrent d'un retard dans la diffusion, la reconnaissance scientifique, et le financement.

L'institut des Sciences humaines et sociales du CNRS (InSHS) a donc décidé en 2011 de placer les études genre au premier rang de ses priorités, et d'agir en faveur d'un développement scientifique plus ambitieux des recherches sur le genre et notamment de certains axes jusqu'ici négligés au CNRS. Les travaux de qualité sur le genre abondent au CNRS, et en France, c'est sans doute dans ce cadre, et particulièrement en SHS, que les recherches sur le genre ont été accueillies et soutenues de la façon la plus favorable ces vingt dernières années. En témoignent un certain nombre de recrutements et de promotions de chercheuses et chercheurs, des opérations telles que le recensement national des recherches menées sur les femmes et/ou le genre par la Mission pour la places des femmes au CNRS, le GDR MAGIE, ou le RTP Etudes Genre, le soutien à des revues reconnues, et l'installation durable de programmes sur le genre ou d'axes « genre » au sein d'une quinzaine d'unités importantes. Mais il n'existe pas à proprement parler de pôle de recherche sur le genre permettant d'articuler plusieurs unités et disciplines autour d'un tel objet.

Les études de genre ne sont pas une discipline mais un vaste champ de recherche. La question des constructions « genrées » et des rapports de sexe concerne toutes les pratiques, sociales et symboliques, et traverse tous les champs de pensée et de savoir. Son traitement requiert donc la collaboration de savoirs et de méthodologies multiples, et la mise en œuvre d'une interdisciplinarité large et concertée.

Encourager les recherches dans ce domaine aux interfaces des disciplines permet d'assurer une meilleure diffusion de celles-ci, mais aussi de mieux mesurer leur impact et leurs effets dans les champs disciplinaires. Aujourd'hui, c'est l'interaction entre disciplines SHS qui fait avancer les recherches, conceptuellement et concrètement, vers une meilleure compréhension des enjeux, tout en favorisant l'émergence de réflexions nouvelles et notamment l'interaction entre les SHS et les disciplines des autres secteurs scientifiques du CNRS, puissant facteur d'innovation et de légitimation.

Le CNRS doit être fédérateur et actif dans ce domaine, d'autant plus que le monde académique résiste dans l'ensemble au développement de formations et de réflexions sur ces questions, alors même que le domaine attire de plus en plus de jeunes chercheuses et chercheurs prometteurs, et invente constamment de nouvelles problématiques. Ces recherches, qui concernent toutes les disciplines au sein des SHS et au-delà, favorisent à leur tour l'émergence de nouvelles théorisations des inscriptions genrées et des rapports de sexe. Elles assurent la vitalité et le renouvellement de ce champ.

Une telle ambition rend nécessaire la création de nouveaux modes de collaboration entre les établissements, les unités liées au CNRS et les réseaux et équipes déjà existantes. Le GIS combine ainsi un ensemble d'unités CNRS fortement impliquées dans le genre, et un réseau d'unités et de chercheuses/chercheurs plus large. De cette manière, l'implication du CNRS permet, mieux que tout autre dispositif, de faire fructifier un héritage déjà considérable et des mobilisations scientifiques déjà anciennes en son sein et sur l'ensemble du territoire, tout en contribuant à l'institutionnalisation nécessaire de ce domaine de recherche.

Article 1 – Définition du GIS

1.1 Objet

Il est créé entre les Parties un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) intitulé : « **Institut du Genre** », dont l'objet est de :

- constituer un lieu de coordination, de référence et d'accueil scientifique des recherches françaises sur le genre, afin de leur donner une « vitrine » et un lieu reconnu ;
- contribuer, en s'appuyant sur de pôles clairement identifiés, constitués de structures opérationnelles de recherche et/ou de service explicitement engagés dans la recherche sur le genre (cet engagement étant traduit par la mention d'axes ou de sous-axes genre actifs au sein de chaque structure), à la reconnaissance scientifique et visibilité géographique des recherches sur le genre et les sexualités ;
- soutenir l'élaboration de programmes communs (projets ANR, ERC, PCRD, etc.) et, à cet effet, la mutualisation des compétences et des structures, pour mieux émerger au niveau international ;
- regrouper et coordonner les forces et les moyens des Parties, aider à développer les synergies qui existent déjà et favoriser la coordination de l'ensemble des unités où existe de la recherche sur le genre ;
- réfléchir à la définition de priorités scientifiques afin de proposer aux Parties le développement d'axes de recherche sur lesquels porteront successivement les efforts, notamment dans la perspective d'un développement des collaborations entre sciences humaines et sociales, et les autres sciences ;
- diffuser les connaissances par la création ou le développement d'un site internet destiné à informer les chercheur.e-s et les étudiant.e-s sur les programmes en cours, les séminaires, les stages, les ateliers, les colloques, les publications, les ressources en ligne, etc. et contribuer à la valorisation des recherches en informant le public des manifestations (conférences, colloques, expositions, publications).

Le programme scientifique du GIS est décrit en annexe 1 à la présente convention.

1.2 Forme

Le GIS ne peut en aucun cas constituer une autorité supérieure à celle des Parties. Il ne constitue pas une structure opérationnelle de recherche, au sens de la réglementation du CNRS. Il n'a pas la personnalité morale. Aucune stipulation de la présente convention ne pourra être interprétée comme induisant un affectio societatis ou une quelconque solidarité entre les Parties.

1.3 Composition du GIS

1.3.1 Membres du G.I.S.

Le GIS est formé des Parties.

D'autres établissements peuvent adhérer au GIS. Leur adhésion est soumise à une décision unanime du comité directeur du GIS, ci-après défini. Toute nouvelle adhésion fera l'objet d'un avenant à la présente convention, conclu par le CNRS, d'une part, auquel les autres Parties donnent mandat aux fins d'instruire et de signer ledit avenant, et l'(ies) établissement(s) concerné(s), d'autre part, conformément au modèle d'avenant figurant en annexe 5 à la présente convention.

L'activité du GIS est assurée par les laboratoires de recherche ou les structures dont la liste est jointe en annexe 2 à la présente convention. Cette liste est modifiée par avenant dès lors que cette

modification implique l'adhésion d'un nouvel établissement au GIS. Dans le cas contraire, cette liste est actualisée par et dans le cadre du comité directeur du GIS.

1.3.2 Partenaires ponctuels

Des organismes publics ou privés, concernés ou intéressés par les questions traitées par le GIS, peuvent participer à des actions spécifiques qu'ils ont décidé de soutenir ou auxquelles ils auront décidé de participer. Les modalités de ce partenariat sont définies par des conventions particulières conclues avec ces organismes au nom du GIS par le CNRS, mandatée à cet effet par les autres Parties. Ces conventions sont conclues dans le respect des conditions fixées à l'article 3.1.

Article 2 – Les instances du GIS

Les organes de fonctionnement du GIS sont les suivants :

- le Comité Directeur,
- le Conseil Scientifique,
- le Directeur ou la Directrice.

2.1 Le Comité Directeur

2.1.1 Composition

Il est créé un comité directeur du GIS, ci-après désigné le « Comité Directeur », réunissant un représentant de chaque Partie, désigné par elle selon ses règles propres.

Le Comité Directeur élit en son sein son.s.a Président.e à la majorité simple des membres présents ou représentés, pour un mandat de deux (2) ans, renouvelable. En cas d'égalité, le Comité Directeur délibère de nouveau, dans un délai de quinze (15) jours.

Le.la Directeur.trice du GIS et le.la Président.e du conseil scientifique du GIS, ci-après désigné le « Conseil scientifique », assistent aux réunions du Comité Directeur avec voix consultative.

Les fonctions des membres du Comité Directeur sont bénévoles.

2.1.2 Fonctionnement

Le Comité Directeur se réunit au moins une (1) fois par an, sur convocation de son.s.a Président.e, qui peut également le réunir à la demande d'une des Parties ou du.de la Directeur.trice du GIS.

En plus des réunions formelles prévues à l'alinéa ci-dessus, le.la Président.e peut consulter les membres du Comité Directeur par tout moyen de télécommunication que celui-ci aura approuvé.

Le Comité Directeur ne peut valablement siéger que si au moins les trois quarts (3/4) de ses membres sont présents ou dûment représentés (quorum). Chaque fois que le quorum n'est pas atteint, il doit à nouveau se réunir dans un délai d'un (1) mois.

Il délibère à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés, sous réserve des décisions décrites aux articles 1.3.1, 3.2, 3.3, 9.2 et 9.3.

Des personnalités extérieures peuvent être invitées à la demande du.de la Président.e, du.de la Directeur.trice du GIS ou de l'un des membres du Comité Directeur, selon l'ordre du jour, à participer aux réunions de celui-ci en qualité d'experts avec voix consultative.

L'ordre du jour de chaque réunion du Comité Directeur est établi par le.la Directeur.trice du GIS après consultation de ses membres et diffusé au minimum quinze (15) jours avant la date de la réunion.

Le.la Directeur.trice du GIS établit le compte rendu de chaque réunion et l'adresse aux membres du Comité Directeur pour approbation avant diffusion.

2.1.3 Compétences

Le Comité Directeur délibère sur toute question relative à la vie et aux activités du GIS. Il a notamment pour fonction de :

- décider des orientations scientifiques, des projets de recherche, de réalisation d'opérations spécifiques, de propositions d'actions pour le GIS sur proposition du Conseil scientifique et du.de la Directeur.trice du GIS ;
- discuter et approuver le programme annuel d'activité ;
- délibérer sur le budget prévisionnel et l'exécution du budget en fin d'exercice en conformité avec les articles 3.2 et 3.3 de la présente convention ;
- veiller à l'utilisation optimale des moyens du GIS ;
- approuver l'éventuelle adhésion de nouveaux établissements au GIS ainsi que l'exclusion de membres de celui-ci, en conformité avec les articles 1.3.1 et 9.2 de la présente convention ;
- proposer des modifications à apporter à la présente convention, celles-ci étant constatées par des avenants ;
- désigner les membres du Conseil scientifique sur proposition du.de la Directeur.trice du GIS ;
- examiner le rapport d'activité prévu à l'article 7 ci-après, et l'avis du Conseil scientifique sur celui-ci.

2.2 Le Conseil scientifique

2.2.1 Composition

Il est créé un Conseil scientifique, qui se compose de vingt-cinq (25) personnalités scientifiques reconnues dans les diverses disciplines concernées par l'activité du GIS, relevant ou non des Parties, toutes désignées par le Comité Directeur sur proposition du.de la Directeur.trice du GIS, sauf une désignée par le Directeur de l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS. Ces membres ont un mandat de quatre (4) ans, renouvelable.

Le Conseil élit en son sein, à la majorité simple, son.s.a Président.e pour une durée de quatre ans, renouvelable. En cas d'égalité, le Conseil scientifique délibère de nouveau, dans un délai de quinze (15) jours.

Le.la Directeur.trice du GIS participe aux réunions du Conseil scientifique avec voix consultative.

Les fonctions de membre du Conseil scientifique sont bénévoles.

2.2.2 Fonctionnement

Le Conseil scientifique se réunit au moins quatre (4) fois par an sur convocation de son.s.a Président.e ou du.de la Directeur.trice du GIS.

2.2.3 Compétences

Le Conseil scientifique est un organe consultatif garant de la pertinence et de la qualité scientifique des activités du GIS.

Le Conseil scientifique fait des propositions d'actions, présente des recommandations sur les orientations scientifiques du GIS, étudie les programmes de recherche et les contrats à entreprendre et les modalités de leur réalisation, et examine les résultats obtenus.

Le Conseil scientifique étudie et donne son avis au Comité Directeur sur le rapport d'activité scientifique et financier élaboré par le GIS, tel que précisé à l'article 6 ci-après.

2.3 Le la Directeur.trice du GIS

2.3.1 Désignation

Le la Directeur.trice du GIS est désigné.e d'un commun accord par les Parties, pour la durée initiale de la présente convention. Son mandat peut être renouvelé une fois.

Le la Directeur.trice du GIS peut être assisté.e d'une ou de deux Directeur(s).trice(s) adjoint(e)s. Le mandat du de la ou des Directeur(s).trice(s) adjoint(e)s peut être renouvelé une fois.

Leurs nominations figurent en annexe 4 à la présente convention.

2.3.2 Compétences

Le la Directeur.trice du GIS assure la responsabilité de la mise en œuvre des décisions du Comité Directeur et de l'utilisation des moyens mis à disposition du GIS.

A cette fin, il, elle :

- coordonne l'activité des unités de recherche ou de service listées en annexe 2 à la présente convention pour la mise en œuvre de l'objet de la présente convention ;
- est responsable de la mise en œuvre des orientations définies par le Comité Directeur et de l'utilisation des moyens mis à la disposition du GIS ;
- prépare et présente au Comité Directeur, pour approbation, le budget prévisionnel du GIS ;
- propose au Comité Directeur la représentation du GIS au sein de toute instance nationale ou internationale ayant à traiter de questions relevant des domaines de compétence du GIS ;
- prend en charge l'organisation de manifestations, la diffusion d'informations, la mise en place des relations entre les Parties et avec les partenaires visés à l'article 1.3.2 ;
- rapporte au Comité Directeur l'avancement des travaux de recherche et les résultats obtenus au sein du GIS ;
- adresse aux Parties un rapport annuel d'activité ;
- rédige le rapport d'activité scientifique et financier, tel que défini à l'article 6 ci-après, le présente au Conseil scientifique et le transmet au Comité Directeur ;
- assure l'interface entre le Comité Directeur et le Conseil scientifique ;
- est responsable des procès-verbaux des réunions du Comité Directeur et du Conseil scientifique ;
- prépare et présente le programme annuel d'activité au Comité Directeur.

Article 3 – Financement et gestion du GIS

3.1. Financement

Les ressources du GIS sont constituées par des moyens en nature (personnels, locaux, équipement...) et des moyens financiers, que chacune des Parties alloue annuellement au GIS.

Par exception à ce principe, les Parties conviennent que l'Université Bretagne Sud, l'Université de Caen Normandie, l'Université Jean Monnet Saint-Etienne, l'Université de Picardie Jules Verne et l'Université Clermont Auvergne n'allouent pas de moyens financiers, au sens de l'article 3.2.2 de la présente convention, au GIS pendant la durée de celle-ci.

Le niveau moyen des moyens financiers alloués au GIS annuellement par les Parties est précisé en annexe 3 à la présente convention.

Des financements complémentaires peuvent être recherchés auprès de tiers. Les contrats ou conventions conclus à cet effet sont signés par l'établissement gestionnaire du GIS, au nom et pour le compte des autres Parties. Une copie des contrats et conventions signés est transmise aux Parties.

3.2. Gestion

3.2.1. Moyens propres mis en œuvre directement par les Parties

Les Parties gèrent directement les moyens propres, humains ou matériels, qu'elles mobilisent pour les besoins du GIS.

3.2.2 Moyens mis en commun

Les Parties peuvent mettre à la disposition du GIS, annuellement, des moyens financiers pour des dépenses ou actions communes, pour la durée du GIS, sous réserve de l'exercice du droit de retrait prévu à l'article 9.1, et selon les modalités ci-après.

La gestion des moyens mis en commun par les Parties est confiée au CNRS, désigné préalablement gestionnaire pour cela comme mandataire commun aux Parties.

Ce dernier agit en ce domaine pour le compte du GIS dans les limites de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses approuvées par le Comité Directeur, et s'engage à tenir une comptabilité analytique correspondante. Il présente un rapport annuel de gestion devant le Comité Directeur.

Les moyens financiers mis à la disposition du GIS par les Parties sont mentionnés hors taxes. Ils sont néanmoins facturés par l'établissement gestionnaire du GIS aux autres Parties et dus par celles-ci toutes taxes comprises. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date de facturation.

3.3 Décisions budgétaires

Le budget prévisionnel et l'arrêté des comptes sont soumis à l'approbation unanime du Comité Directeur.

3.4 Domiciliation administrative

La domiciliation du GIS est fixée, à dater de sa création, à l'USR 3258 MSH Paris Nord : 20 avenue George Sand, 93210 La Plaine Saint-Denis.

Article 4 – Communication d'informations, confidentialité, publications

Chacune des Parties s'engage à transmettre aux autres Parties les informations nécessaires à l'exécution de la présente convention dans la mesure où elle peut le faire librement au regard des engagements contractés avec des tiers.

Chacune des Parties s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers des informations qui lui auront été désignées comme confidentielles par la Partie dont elles proviennent et, dans ce cas, s'engage à ce que ces informations désignées comme confidentielles :

- ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à les connaître et ne soient utilisées par ces derniers que pour l'exécution de l'objet de la présente convention, chaque Partie s'engageant à ce que ledit personnel soit informé du caractère confidentiel des informations transmises et des obligations de confidentialité qui s'y attachent ;
- ne soient ni divulguées, ni susceptibles de l'être, directement ou indirectement, aux tiers ou à toute personne autre que celles mentionnées à l'alinéa ci-dessus, sans le consentement préalable et écrit de la Partie propriétaire ;

- ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, totalement ou partiellement, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par la Partie de qui elles émanent et ce, de manière spécifique et par écrit.

Les obligations définies ci-dessus cessent de s'appliquer aux informations qui :

- sont dans le domaine public ou qui y tombent autrement que par le fait de la Partie destinataire de l'information ;
- sont déjà en la possession ou sont communiquées à la Partie destinataire par des tiers non tenus au secret.

Il est expressément convenu que la divulgation par les Parties, entre elles, d'informations au titre de la présente convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant, de manière expresse ou implicite, à la Partie qui les reçoit, un droit quelconque (au terme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les matières, les interventions ou les découvertes auxquelles se rapportent ces informations.

Les publications et communications des études accomplies dans le cadre de la présente convention font apparaître le nom du GIS et le lien avec les Parties.

Pendant la durée du GIS, et les deux ans qui suivent, chaque Partie s'engage à soumettre ses éventuels projets de diffusion pour les publications issues des travaux du GIS à l'accord des autres Parties. Si la Partie qui soumet ne reçoit pas une réponse dans les trente (30) jours après la réception du projet de publication ou de présentation, elle peut procéder à sa publication ou présentation.

Au cas où une invention potentiellement brevetable serait identifiée dans un manuscrit pour publication ou présentation, les Parties conviennent que la publication de ce manuscrit peut être retardée afin de permettre le dépôt approprié d'une demande de brevet sur cette invention pendant un délai ne pouvant pas excéder dix-huit (18) mois à partir de la date où la publication du manuscrit est soumise pour avis. Durant ce délai, un dépôt de demande de brevet est préparé ou la décision de ne pas déposer un tel brevet est prise.

Les dispositions du présent article ne peuvent faire obstacle à l'obligation qui incombe aux chercheurs impliqués d'établir leur rapport annuel d'activité pour la Partie dont ils relèvent, cette communication à usage interne ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.

Ces stipulations ne pourront pas non plus s'opposer à la soutenance de thèse de chercheur.e.s impliqué.e.s dans les travaux du GIS. Cette soutenance est, en principe, publique mais pourra, à titre exceptionnel, être organisée à huis clos si cela s'avère nécessaire.

Article 5 – Propriété, protection et exploitation des résultats

On entend par « Résultats issus du GIS », toutes les connaissances issues des travaux du GIS et susceptibles ou non d'être protégées par un titre de propriété intellectuelle, y compris les bases de données, les logiciels, ainsi que le savoir-faire.

5.1 Connaissances non issues du GIS

Chaque des Parties conserve la propriété exclusive des résultats des travaux, brevets ou non, du savoir-faire, des connaissances et des droits de propriété intellectuelle lui appartenant, développés ou acquis antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention ou indépendamment de celle-ci.

Sous réserve des droits des tiers, chaque des Parties dispose d'un droit d'usage non exclusif, non transférable sur les résultats, brevets ou non, savoir-faire et connaissances visés au précédent paragraphe nécessaires à l'accomplissement de l'objet du GIS.

5.2 Résultats issus du GIS

Les Résultats issus du GIS sont réputés être la copropriété des Parties ayant participé à leur obtention à proportion de leurs moyens intellectuels, financiers et matériels. Les éventuelles demandes de brevets sont déposées aux noms conjoints des Parties copropriétaires.

Il est précisé que lorsque les Résultats ont été obtenus par une Partie au sein d'une structure mixte de recherche (de type « UMR »), les établissements tutelles de ladite UMR feront leur affaire de la répartition entre eux de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée suivant les accords conclus entre eux.

Un règlement de copropriété est établi entre les Parties copropriétaires, en matière de protection et d'exploitation de ces Résultats, d'une part, de répartition des redevances, d'autre part. Ce règlement définit, en particulier, les quotes-parts de copropriété des Résultats et des retours financiers correspondants en cas d'exploitation, et désigne l'une des Parties pour assurer la maîtrise d'œuvre de la gestion des droits de propriété et des contrats d'exploitation pour le compte commun, ci-après désignée le « Mandataire unique ».

Le Mandataire unique est désigné en application du Décret n°2014-1518 du 16 décembre 2014 relatif au mode de désignation et aux missions du mandataire prévu à l'article L. 533-1 du Code de la recherche, et ses missions sont celles fixées par ce décret.

Les Parties propriétaires de Résultats issus du GIS s'engagent à les mettre à la disposition des autres Parties, qui peuvent les utiliser librement pour leurs besoins de recherche, à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

Article 6 – Responsabilité

Chaque des Parties est responsable suivant les règles de droit commun des dommages qu'elle cause aux autres Parties ou aux tiers à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Article 7 - Evaluation

Tous les ans, le GIS présente un rapport d'activité scientifique et financier. Ce rapport, rédigé par le Directeur.trice du GIS, est présenté au Conseil scientifique du GIS pour information et avis, et transmis au Comité Directeur. Lors de la réunion du Comité Directeur suivant l'envoi du rapport, celui-ci examine l'avis du Conseil Scientifique.

L'activité du GIS est évaluée régulièrement par les instances compétentes des Parties, selon les règles respectivement en vigueur dans ces organismes.

Article 8 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée de quatre (4) ans à compter du 1^{er} janvier 2016. Elle peut être renouvelée.

Nonobstant l'échéance ou la résiliation de la présente convention, les stipulations des articles 4 et 5 de la présente convention resteront en vigueur pour la durée qui leur est propre.

Article 9 – Retrait, exclusion, résiliation, litiges

9.1 Retrait

Une Partie peut se retirer du GIS à la fin de chaque exercice budgétaire, avec un préavis de six (6) mois dûment notifié à l'établissement gestionnaire du GIS (qui en informe les autres Parties dans un délai raisonnable) par lettre recommandée avec avis de réception. L'exercice de cette faculté

de retrait par une Partie ne la dispense pas de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet dudit retrait.

Nonobstant ce retrait, les stipulations des articles 4 et 5 de la présente convention resteront en vigueur.

9.2 Exclusion

Le Comité Directeur peut prononcer l'exclusion d'une des Parties en cas de manquement grave à l'une quelconque de ses obligations, après un préavis d'un mois notifié à cette Partie par lettre recommandée avec avis de réception précisant le motif d'exclusion. L'exclusion doit être votée à l'unanimité des membres présents ou représentés, la Partie concernée étant préalablement entendue et ne prenant pas part au vote.

Nonobstant l'exclusion, les stipulations des articles 4 et 5 de la présente convention resteront en vigueur.

9.3 Résiliation

La présente convention échoit de plein droit par l'arrivée du terme de sa durée contractuelle.

Elle peut être résiliée par les Parties, à la demande unanime des membres du Comité Directeur convoqués sur un ordre du jour précisant que la résiliation est demandée.

9.4 Litiges

Pour toute difficulté susceptible de naître à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, les Parties s'efforcent de régler leur différend à l'amiable. Si ce différend subsiste plus de six (6) mois, il est porté devant les juridictions compétentes de droit français.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 2016, en trente-et-un (29) exemplaires originaux.

Pour le CNRS,
Monsieur Alain FUCHS,
Président